

Sommet de la Cen-Sad

Faure Gnassingbé sollicité au-delà de l'Afrique de l'ouest



PAGE 2

POLITIQUE



Sept ans après sa création

Unir veut rester le porte-flambeau de la paix et du vivre ensemble

Le parti au pouvoir Union pour la République (Unir) a célébré hier son septième anniversaire d'existence. Pour l'occasion, plusieurs activités ont été organisées par les responsables du parti et les différents démembrements dont...

PAGE 3

ECONOMIE



Agriculture

9 contrats d'achats de 6 milliards signés entre les acteurs des chaînes de valeur

Les acteurs des chaînes de valeur agricoles ont signé, samedi 13 avril, 9 contrats d'achats d'un montant cumulé de plus de 6 milliards FCFA ...

PAGE 5

Insécurité grandissante au Burkina

Un phénomène qui ne doit pas laisser indifférents les Togolais

PAGE 11



Manifestation du PNP samedi dernier

Pourquoi c'était un fiasco

Pour tous les observateurs, c'était un échec, c'était une cause perdue, la marche organisée par le Parti National Panafricain (PNP) de Tikpi Atchadam, le samedi 13 avril dernier à Lomé et dans des villes de l'intérieur du pays. Si la machine PNP est aujourd'hui paralysée, c'est parce que le parti au cheval blanc - que d'autres leaders de l'opposition ont adoubé et porté haut à un moment donné - répugne à faire une lecture réaliste et pragmatique de la situation aujourd'hui. Résultat ? Un pschitt patent et cuisant !

PAGE 3

DERNIERES HEURES

« Saadev », la nouvelle méthode de travail que promeut l'ONG Inades-Formation

Les membres associés et le personnel de l'ONG Inades-Formation ont participé le vendredi 12 avril dernier à une journée de réflexion autour du thème : « Une nouvelle approche stratégique de dénommée (Saadev), dans la perspective de bien servir ». Cette journée a pour objectif de promouvoir la nouvelle approche de travail Saadev auprès du personnel et associés de l'ONG. Stimulation et Accompagnement des Alternatives de Développement (Saadev) est une approche de travail adoptée par Inades-Formation en janvier 2016. Cette méthode de travail, vise à stimuler et accompagner des alternatives de développement...

PAGE 3

RIDUTO®

RIZ DU TOGO

Le choix de la qualité et du bon goût

05 BP 328 Lomé -Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : info.riztogo@gmail.com

1 kg ; 5 kg ; 25 kg ; 50 kg

RIDUTO & RIDUTO RICE sont des marques déposées.

 <p>Le nouvel Ambassadeur des USA a présenté ses lettres de créance au chef de l'Etat</p>	<p>SOMMAIRE</p> <p>Mali Des partis rejettent l'avant-projet de révision de la Constitution</p>  <p>P 4</p>	<p>Gouvernance économique Le Page bénéficie de 3,5 milliards FCFA</p>  <p>P 5</p>	<p>Job de Bakou / Théâtre Un agent d'entretien, ce que je deviens après recyclage</p>  <p>P 9</p>	<p>Tirage CAN Egypte 2019 Analyse des groupes et des forces en présence</p>  <p>P 10</p>
--	--	---	--	---

Sommet de la Cen-Sad

Faure Gnassingbé sollicité au-delà de l'Afrique de l'ouest

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté des Etats sahélo-sahariens (Cen-Sad) se sont retrouvés samedi dernier à N'Djaména au Tchad pour un sommet extraordinaire. L'invité surprise de la rencontre n'est autre que Faure Gnassingbé le chef de l'Etat togolais qui y évoque avec ses pairs, les questions sécuritaires, mais aussi de développement notamment le Plan national de développement (PND).



Faure Gnassingbé aux côtés de ses pairs

Les Etats de cette partie de l'Afrique sont confrontés à de sérieux problèmes de sécurité. Les attaques terroristes y sont monnaie courante. Mais les deux dossiers brûlants de l'heure au sein de cette communauté sont ceux liés à la situation en

Lybie et au Soudan. La Lybie depuis la disparition du colonel Mouammar Kadhafi, se cherche toujours. La sécurité est devenue une denrée rare.

Un gouvernement reconnu par les Nations unies siège à Tripoli, mais ne contrôle pas une

bonne partie du territoire que des groupes armés se sont attribués. D'ailleurs il y a quelques jours, le dirigeant d'un des groupes les plus importants, le général Aftar, a lancé une offensive contre le gouvernement de Tripoli malgré les appels à la retenue

de la communauté internationale. A ce jour l'on a enregistré plusieurs morts et blessés parmi lesquels des civils ainsi que des déplacements de populations.

C'est clair donc que la Lybie est loin de sortir de sa situation d'instabilité. Les chefs d'Etat de la communauté Cen-Sad ont donc toutes les raisons de s'inquiéter. Au Soudan, c'est le président Omar El-Béchir qui vient de se voir destituer après plusieurs jours de manifestations de la population. Mais le pays n'est pas encore sorti de l'ornière malgré la mise en place d'une transition. Fort donc de son expérience au sein de la sous-région ouest africaine, le président togolais est bien placé pour donner quelques pistes de solutions à ses pairs de la Cen-Sad. Le Togo est en effet un bon élève en matière de sécurité. Le Pays apporte son assistance à plusieurs autres en

difficulté. D'ailleurs lors de sa récente présidence de la Cedeao, Faure Gnassingbé a pu gérer plusieurs dossiers qui menaçaient la sécurité de la sous-région. Le chantier de la libre circulation des personnes et des biens a été un axe prioritaire de son mandat. Il a aussi su gérer avec sagesse la crise politique née au Togo le 19 août 2017 afin d'éviter la déstabilisation du pays, malgré le fait que le risque soit bien réel. Mais Faure Gnassingbé n'a pas fait que parler sécurité lors de ce sommet. Le développement est une préoccupation pour tous les pays africains et leurs dirigeants. Le chef de l'Etat a donc naturellement profité pour vanter les mérites du PND. C'est l'occasion d'obtenir des nouvelles adhésions à ce plan ambitieux, mais aussi de partager l'expérience du Togo.

Edem Dadzie



 <p>TOGOMATIN</p>	<p>Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Mson de la Presse: Casier N° 53 Siège Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper</p>	<p>Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Rachidou Zakari Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva Alexandre Wémima Edem Dadzie</p>	<p>Edodji Nadia Attipoe Edem Kodjo Responsable administrative: Gloria Léma Yagla Service commercial: DIRECT AGENCE Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00</p>	<p>Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : Togo Express Tirage : (2000 exemplaires)</p>
---	--	---	--	---

DERNIERES HEURES

Avec cette approche, le réseau Inades-Formation est devenu un courant de pensée et un mouvement social qui met l'accent sur le concept «Servir le Bien commun».

Selon les premiers responsables de l'ONG, il est nécessaire d'avoir une certaine ouverture d'esprit et de travailler avec tous les acteurs pour le bien commun. «Ce sont des réflexions communes qui aboutissent à des

solutions alternatives. Des solutions adéquates qui vont permettre le développement solidaire. Nous avons trouvé la nécessité de réfléchir avec la population à la base qui est au niveau agricole et rurale, mais dont leur

existence est liée avec les autres communautés», a expliqué M. Boukari Ayessaki, le président du Conseil d'administration d'Inades-Formation. Inades-Formation Togo est une ONG d'appui accompagnement présent

dans 10 pays. Elle œuvre dans le domaine de l'appui au développement de l'agriculture familiale, de l'appui à la gestion durable des ressources naturelles et dans le domaine de l'appui à la gouvernance locale

Rachid

Manifestation du PNP samedi dernier Pourquoi c'était un fiasco

Pour tous les observateurs, c'était un échec, c'était une cause perdue, la marche organisée par le Parti National Panafricain (PNP) de Tikpi Atchadam, le samedi 13 avril dernier à Lomé et dans des villes de l'intérieur du pays. Si la machine PNP est aujourd'hui paralysée, c'est parce que le parti au cheval blanc - que d'autres leaders de l'opposition ont adoubé et porté haut à un moment donné - répugne à faire une lecture réaliste et pragmatique de la situation aujourd'hui. Résultat ? Un pschitt patent et cuisant !



Des militants du PNP lors d'une manifestation (archives)

Par choix autant que par caractère, le PNP a cru bon vouloir rééditer le scénario ubuesque du 19 août 2017, en foulant au pied les négociations et autres dispositions qui caractérisent la vie politique, la liberté de manifester ici. Sauf que cette fois ci, ce n'est pas seulement la date qui a changé, mais on est passé en réalité du 19 au 13, mais plusieurs facteurs et paramètres étaient à prendre en compte pour ce parti aujourd'hui en marge de la dynamique unitaire de l'opposition.

Pendant que la Coalition des 14 partis de l'opposition s'enlise dans une aberrante frigidité, tous les Togolais tirent à boulets rouges sur les responsables de ce

regroupement. Mais peut-être faudrait-il aussi envoyer une bordée particulière au PNP ? Parti membre de la C14, son égocentrisme débordant - aux dires de bien de membres de la formation - a précipité la chute et la rupture au sein de la Coalition. Comme pour mieux afficher et revendiquer son autolâtrie, le PNP voulait faire cavalier seul en lançant en son propre nom, une marche à travers plusieurs villes du pays, le samedi 13 avril dernier. Maintenant que l'échec est consommé, il doit assumer sa part de responsabilité et tirer la conclusion qu'il faut de l'évolution du jeu politique depuis le 19 août 2017 jusqu'à ce jour. Ou plutôt, sa totale régression sur l'échiquier politique.

Déjà quel bilan le PNP établit-il de ses actions depuis août 2019 dont il se targue souvent d'être l'instigateur ? Quelle a été la part du PNP dans le marchandage des 30 millions de francs CFA ? Une affaire dont l'aveu du Prof. Aimé Guogué de l'ADDI a plus qu'élucidé, contre la duplicité et les faux-fuyants de certains leaders de l'ex C14.

Cette simple affaire a impudiquement fait voler en éclat une coalition censée soudée, travailler avec synergie sur une longue durée. Voilà que le PNP a voulu passer à côté de ces questions jamais soldées, pour reprendre seul les manifestations, même avec la longue et énigmatique absence du leader ou du Général Tikpi sans lien avec la base. On n'est pas surpris

du résultat de la marche du 13 avril annoncée tambours battants.

Des ingrédients pour un 19 août bis

Une marche dans plusieurs villes, surtout dans les fiefs à dominance Tem (du nom de ce regroupement ethnique sur lequel se fondent les mobilisations du PNP), des itinéraires expressément déclinés pour provoquer l'autorité de l'Etat, le refus silencieux de ne pas respecter les recommandations de l'autorité, la sortie du ministre de la Sécurité, l'isolement du PNP qui n'a demandé à aucun autre parti de le soutenir dans cette démarche. Le 13 devait être le 19. Sauf que...

Il y a toutefois des conséquences à se comporter comme un parti au-dessus de la coalition à laquelle on appartient et au-dessus de la vie politique en général, et nous les voyons aujourd'hui. Cette attitude a créé un conflit ouvert entre le PNP et l'ANC de Jean Pierre Fabre, l'ex chef de file de l'opposition et a également laissé un vide à la Coalition. Aujourd'hui, après les législatives du 20 décembre, les responsables de la C14 et certains leaders sympathisants qu'ils ont entraîné ressemblent de plus en plus à des rats de laboratoire.

Certains conspirateurs pensent même que ces types de roué du PNP ont volontairement fait perdre bien d'opportunités à l'opposition et l'ont laissée échouer avec le choix du boycott, dans le cadre des dernières élections législatives de mi-décembre 2018.

Le chaos actuel n'en est que le résultat. avec de telles attitudes, il y a fort à craindre que le refus de collaborer et l'absence de leadership et de vision finissent bien par englober le PNP.

Les garde-fous du gouvernement

Le gouvernement par la voix de son porte-parole dans les périodes incandescentes de la crise avait déclaré : « il n'y aura plus de 19 août dans notre pays ». En réalité, il s'agissait pour le gouvernement de dire clairement : le scénario du 19 août n'aura plus lieu au Togo. Ajouté à toutes ces données, le fait que la C14 qui était venue in fine au secours du leader aujourd'hui en exil Tikpi Atchadam a rendu l'âme. Cette coalition est du passé malgré les simagrées dignes d'une agonie sans fin.

Rappel. Les manifestations de samedi à Lomé et dans certaines villes du pays, ont fait un mort dans les rangs des manifestants à Bafilo où la manifestation n'était pas autorisée. Le PNP parle curieusement d'« lourd bilan ». Selon le ministre de l'administration territoriale Payadowa Boukpassi, les manifestations devraient se dérouler que dans la capitale et dans deux villes : Sokodé et Afagnan.

Le ministre de la sécurité, le général Yark Damehame, dans un communiqué a « déploré » l'incident malheureux de Bafilo et a présenté au nom du gouvernement, « ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée ».

Dieudonné Korolakina et Françoise Da Silva

Bénin / Participation de l'opposition aux législatives 2019**Patrice Talon enterre les derniers espoirs de l'opposition**

C'était un entretien très attendu par la classe politique béninoise, notamment par l'opposition. Et même si pour la plupart, il ne fallait pas s'attendre à grand-chose, la sortie médiatique du président Talon a fini par enterrer les minces espoirs de l'opposition de faire partie de la compétition politique pour le renouvellement de l'Assemblée nationale pour les 5 prochaines années.

C'était un entretien très attendu par les Béninois, alors que le pays s'apprête à aller à des législatives lors desquelles aucun opposant ne sera candidat. Un entretien « sans langue de bois », avaient promis les services de la présidence. Mais en confirmant, une nouvelle fois, la poursuite du processus électoral, Patrice Talon est loin d'avoir répondu aux attentes exprimées par les différentes composantes de l'opposition.

Le président béninois est longuement revenu sur les fondements de la crise

électorale, affirmant avoir tenté de l'enrayer. Mais s'il a reconnu que la non-participation de l'opposition au processus électoral était « de nature à discréditer le modèle démocratique béninois, le président Patrice Talon a toutefois mentionné que cela n'est pas synonyme de blocage.

Accusant les partis de l'opposition d'être à l'origine de tout cela, le président béninois est resté ferme sur la poursuite du processus électoral et met d'ailleurs en garde l'opposition qui tenterait de l'empêcher. Pour lui, en effet, l'opposition, dans

**Patrice Talon**

son ensemble utilise cette technique de blocage de la réforme électorale comme un fonds de commerce pour négocier avec l'exécutif des postes de responsabilités. « Nous avons des partis limités à des régions données », a accusé Patrice Talon, affirmant que leur seule issue pour continuer d'exister était « la remise en cause de la

réforme ». « Nous voulons construire une Nation et nous continuons à parler de région dans notre pays. C'est un choix difficile je sais mais il faut l'opérer », a-t-il martelé. En gros, pas de conférence nationale et pas de recours à l'article 68 de la Constitution (qui attribue des pouvoirs exceptionnels au chef de l'Etat en cas de crise), et fini

les négociations de couloirs. La campagne électorale aura bel et bien lieu, ainsi que les législatives du 28 avril 2019. C'est la désolation, et un constat d'échec que l'on peut lire dans les commentaires de l'opposition après la sortie de Patrice Talon. Pour Nourenou Atchade, député et porte-parole du FCBE, parti de l'ancien président Thomas Yayi Boni, « ...ce qui se passe aujourd'hui au Bénin est dangereux et ce que nous avons entendu de la bouche du président ... est extrêmement dangereux pour notre démocratie...Il devait faire une sortie d'apaisement. Mais, le connaissant, je ne suis pas trop surpris. [...] Le président n'avait pas à nous dire que c'est lui qui a raison, il y avait trop de contre-vérités dans ce qu'il a dit. ».

T.M.**Mali****Des partis rejettent l'avant-projet de révision de la Constitution**

Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) a remis aux partis politiques et aux organisations de la société civile malienne l'avant-projet de révision de la Constitution jeudi à Koulouba. Plusieurs acteurs politiques ont déjà exprimé leur rejet du projet, insistant sur la nécessité d'établir au préalable un dialogue politique national.

**IBK recevant l'avant-projet de Constitution**

Depuis la relance de son projet de révision de la Constitution lors de ses vœux aux Maliens en début d'année, IBK insiste sur la nécessité d'un processus inclusif, afin d'éviter le fiasco de 2017. Le président avait dû reculer face à la pression de la rue contre son projet. Mais quatre mois après, les divergences sur la manière d'aborder la révision de la Constitution persistent. Le cadre national de concertations dirigé par le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD) est boudé par de

nombreux partis. Celui-ci est pourtant censé se faire avec le gouvernement, les partis politiques, les organisations de la société civile mais aussi les groupes armés.

Plusieurs partis ont même décliné l'invitation d'IBK de se rendre à Koulouba le 11 avril. C'est le cas notamment du Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD) qui regroupe des partis d'opposition - dont l'Union pour la République et la démocratie (URD) de Soumaïla Cissé et le Parti pour la renaissance nationale (Parena) de Tiébilé Dramé - ainsi que des organisations

de la société civile.

Pour cause, Nouhoum Togo, un des porte-parole de l'opposition, précise que cette dernière n'a pas été associée à l'élaboration du document. « Nous n'étions pas associés à ce travail. Il y a des procédures à respecter et on ne se reconnaît pas dans ce projet de Constitution qui ne nous engage pas non plus », affirme-t-il en reconnaissant tout de même que l'URD, parti du chef de file de l'opposition avait bien élaboré un document qui a été remis aux experts chargés de la révision de la Constitution.

« Toute réforme doit découler d'un dialogue politique national. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui », renchérit pour sa part Nouhoum Sarr, également membre du FSD. « La question de réformer la Constitution doit être posée aux Maliens au cours d'une conférence nationale. Mais cela n'est pas leur priorité aujourd'hui. Les Maliens veulent la fin des massacres, des tensions sociales et la relance de l'économie », ajoute celui qui a été porte-parole de Soumaïla Cissé lors de la présidentielle de 2018.

T.M. et Jeune Afrique**Afrique du Sud****A moins d'un mois des élections, le SG de l'ANC épinglé pour corruption**

Après l'ex-président Jacob Zuma, une pléiade de ministres, d'élus et de hauts fonctionnaires, c'est au tour du secrétaire général du parti, Ace Magashule, d'être épinglé.

**Le secrétaire général de l'ANC**

L'affaire Magashule a éclaté il y a 15 jours avec la sortie d'un livre, qui décrit d'un jour peu flatteur les neuf ans du règne d'Ace à la tête de la province du Free State (centre) sous le titre très évocateur de « Gangster State ». Ce proche de Jacob Zuma y est accusé d'avoir illégalement offert pour 2 milliards de rands (120 millions d'euros) de marchés publics à des entrepreneurs « amis » en se servant au passage.

Nullement gêné par les accusations qui le visent, Ace Magashule continue, lui, à faire campagne comme si de rien n'était. « D'abord gagnons les élections », a-t-il lancé jeudi. « Ensuite on se retrouvera pour discuter, pour rebâtir proprement l'ANC ».

Officiellement, l'ANC a pris ses distances avec Ace Magashule. « Cette affaire est désormais du ressort du seul secrétaire général », a tranché le parti. Et le président Ramaphosa se garde bien de s'afficher avec lui en campagne.

« Magashule devrait démissionner car ces accusations pèsent sur tout le parti », juge un militant de sa province du Free State, Fourie Sentimile. Mais il veut croire que Cyril Ramaphosa saura faire le ménage. « Si on lui donne sa chance, on verra le changement ».

Dans la dernière ligne droite qui mène au scrutin du 8 mai, sa mise en cause provoque un vif embarras au sommet de l'ANC et attise les critiques de l'opposition, qui rêve toujours de priver le parti de la majorité absolue qu'il détient depuis 1994.

T.M.

PND

Le Pnud renouvelle son engagement à accompagner sa mise en œuvre

Reçu en audience jeudi 11 avril par le Premier ministre, le nouveau représentant résident du Pnud au Togo a rappelé que son institution va accompagner la mise en œuvre du Plan national de développement. Le PND est inscrit dans le nouveau programme pays du Pnud.

Le Premier ministre Selom Klassou et le nouveau représentant du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) au Togo ont évoqué l'alignement du programme pays de l'institution qui couvre la période de 2019 à 2023.

Les deux hommes ont également parlé de la mise en œuvre du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC). Ce programme vise à

améliorer significativement les conditions de vie des populations vivant dans les zones peu ou mal desservies par les infrastructures et services sociaux et économiques de base ainsi que la réduction des inégalités sociales, à travers des interventions ciblées sur les besoins urgents et prioritaires.

Le nouveau programme du Pnud est constitué des composantes qui sont aussi des priorités du Plan

national de développement. « Nous avons un nouveau programme qui vient de commencer pour les cinq ans à venir et qui va s'appesantir sur trois composantes majeures inscrites aussi comme des priorités dans le PND. Il s'agit de la gouvernance, de la cohésion sociale, du renforcement de l'Etat de droit, des droits de l'Homme etc. La deuxième priorité pour le Pnud, qui est aussi importante pour le PND, c'est tout ce qui est lié à la



Selom Klassou et Aliou Dia

résilience des communautés, au renforcement des populations les plus vulnérables etc », a indiqué Aliou Dia le nouveau représentant du Pnud au Togo. La dernière composante de ce

programme est relative aux changements climatiques, à la préservation de l'environnement et à la résilience des communautés face aux catastrophes naturelles.

F.T.

Gouvernance économique

Le Page bénéficie de 3,5 milliards FCFA

La Banque mondiale a octroyé un financement de 3,5 milliards FCFA au Projet d'appui à la gouvernance économique (Page). Un accord a été signé vendredi 12 avril à Washington entre le ministre de l'Economie et des Finances Sani Yaya et la Banque mondiale, en marge des Assemblées de printemps du FMI et de la Banque mondiale.



Pierre Laporte et Sani Yaya

L'accord de don de 4,5 millions de dollars (3,5 milliards de FCFA) a été signé entre Sani Yaya et Pierre Laporte, ancien directeur des opérations de la Banque mondiale au Togo. Il s'agit d'une subvention de l'Union européenne qui sera gérée par la Banque mondiale.

Le Projet d'appui à la gouvernance économique vise à améliorer la gestion des investissements publics au Togo. Il est constitué de 4 composantes à savoir la gestion des investissements publics et des partenariats publics-privés, l'assistance technique et le financement basé sur les résultats pour la mobilisation de ressources, l'engagement citoyen et la redevabilité publique dans les processus budgétaires et dans les secteurs prioritaires, l'appui à la mise en œuvre du projet.

Pour le ministre de l'Economie et des Finances Sani Yaya

ce projet est « un exemple réussi de la synergie d'actions entre la Banque mondiale et l'Union européenne afin de soutenir les efforts du Togo dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de la gouvernance. C'est le gage d'un développement économique inclusif ».

Le FMI salue le désengagement de l'Etat du secteur financier

Toujours dans le cadre de ces Assemblées de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, le ministre de l'Economie et des Finances Sani Yaya a rencontré mercredi 10 avril à Washington le directeur général du FMI Mitsuhiro Furusawa.

Sani Yaya et Mitsuhiro Furusawa ont parlé de l'économie togolaise et de l'assainissement des finances publiques. Les deux hommes ont évoqué la Facilité élargie

du crédit (Fec). Suite à la 4ème revue au titre de la Fec, une équipe du Fonds a constaté la reprise de l'économie togolaise avec une croissance du Produit intérieur brut (PIB). Le ministre Sani Yaya est revenue sur cette reprise de l'économie togolaise en évoquant la stabilité du cadre macroéconomique, la maîtrise de l'inflation à moins de 2%, la réduction du déficit budgétaire et la révision à la hausse du taux de croissance à 4,9% en 2018.

Le Togo s'est engagé à réduire la dette publique. Un engagement qui permet au gouvernement de réduire le taux d'endettement du pays. En effet fin mars, le taux d'endettement est passé à 67,3%. Ce taux est en dessous de la norme communautaire de l'Union économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Uemoa) qui est de 70%.

Les deux hommes ont également abordé le désengagement de l'Etat du secteur financier avec la privatisation des banques BTCL (Banque togolaise pour le commerce et l'industrie) et UTB (Union togolaise des banques). Une démarche saluée par M. Furusawa qui a encouragé cette volonté des autorités togolaises de se désengager du secteur financier.

Sani Yaya et Mitsuhiro Furusawa ont également parlé du Plan national de développement (PND).

F.T.

Agriculture

9 contrats d'achats de 6 milliards signés entre les acteurs des chaînes de valeur

Les acteurs des chaînes de valeur agricoles ont signé, samedi 13 avril, 9 contrats d'achats d'un montant cumulé de plus de 6 milliards FCFA. La signature de ces contrats a été facilitée par le Mécanisme incitatif de financement agricole (Mifa).



Signature des contrats par les acteurs

Les contrats ont été signés lors de la 11ème édition du Forum national du paysan togolais qui a eu lieu du 11 au 13 avril à Kara. Selon le Mifa, 9 contrats d'achats d'un montant cumulé de plus de 6 milliards FCFA ont été signés entre les acteurs des chaînes de valeur agricoles. Ces contrats sont le fruit des séances Business to Business organisées dans le cadre de ce Forum, a précisé le Mécanisme incitatif de financement agricole.

Les contrats portent sur plusieurs filières dont le soja, le manioc, le sésame, la tomate et l'oignon.

Plusieurs acteurs des différents maillons des chaînes de valeur agricoles ont pris part à ces rencontres B to B. Ils ont été informés sur l'évolution des marchés potentiels et porteurs de rentabilité, l'agressivité concurrentielle et l'évolution des exigences de consommateurs, l'avancée technologique et les opportunités de partenariats.

Le Forum national du paysan togolais s'est tenu cette année sous le thème « les pôles de transformation agricole pour valoriser les potentialités au Togo : une nouvelle vision traduite par le Plan national de développement (PND 2018-2022) ». Le Forum a réuni 600 participants.

Félix Tagba

Journée mondiale de la santé

Accorder du prix à la santé de tous au Togo

Notre capital inaliénable le plus précieux est notre santé. Mais le constat mondial est alarmant. Les pays en voie de développement ne bénéficient toujours pas des conditions de vie nécessaires au maintien d'une bonne santé. Les infrastructures sont déficientes et l'accès aux médicaments difficile, sans parler des trafics de médicaments frelatés. Dans les pays dits développés, l'égalité devant la santé n'est pas non plus de mise. Si une majorité des citoyens de ces pays bénéficient d'infrastructures de santé performantes et accessibles, d'autres sont obligés de renoncer à certains soins, faute de pouvoir payer la mutuelle qui prendra en charge leurs dépenses. Fort de ces constats, chaque année du 07 avril, des centaines d'organisations célèbrent la Journée mondiale de la santé. Des manifestations de sensibilisation sont organisées dans le monde entier, visant à mieux informer les opinions publiques à propos de la morbidité, la mortalité et la souffrance. Manifestations auxquelles le Togo participe de manière active.



L'étoile de vie, symbole de la santé en général

La Journée mondiale de la santé est une journée internationale consacrée à la promotion de la santé. Elle est célébrée chaque année le 7 avril pour marquer l'anniversaire de la création de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et offre une occasion de mobiliser l'action autour d'un thème de santé publique qui concerne le monde entier. Elle fait partie des huit campagnes officielles de l'OMS en faveur de la santé publique mondiale, avec la journée mondiale de lutte contre la tuberculose (soit le 24 mars), la semaine mondiale de la vaccination (la dernière semaine d'avril), la journée mondiale du paludisme (le 25 avril), la journée mondiale sans tabac (le 31 mai), la journée mondiale du donneur

de sang (le 14 juin), la journée mondiale de l'hépatite (le 28 juillet), la semaine mondiale pour un bon usage des antibiotiques (en novembre) et la journée mondiale du sida (le 1er décembre). Couverture-santé universelle, tel est le premier objectif de l'OMS. Pour l'atteindre, il est essentiel que chacun puisse obtenir les soins dont il a besoin, quand ils lui sont nécessaires et au cœur de la communauté. Des pays dans toutes les régions du monde progressent en ce sens. Mais des millions de personnes n'ont toujours pas accès aux soins de santé. D'autres encore, par millions, sont forcées de choisir entre les soins et d'autres dépenses quotidiennes comme l'alimentation, les vêtements ou même un logement.

Santé mère-enfant : le Togo remplit ses devoirs

Le Togo a organisé à partir en fin janvier 2019, une campagne nationale intégrée contre la rougeole et la rubéole, de supplémentation en vitamine A et du déparasitage à l'albendazole. Une campagne qui s'inscrit dans le cadre des activités du premier tour des journées de santé de l'enfant de l'année 2019. La campagne s'est tenue sur toute l'étendue du territoire national. Ces journées, initiées depuis 2016, sont des événements spéciaux au cours desquels des agents de santé délivrent un paquet de services préventifs et promotionnels, pour le suivi du couple mère-enfant. Ainsi, du 31 janvier au 03 février 2019,

des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes, ont bénéficié gratuitement dans des formations sanitaires, lieux publics, marchés, églises, mosquées, écoles, de cinq (5) interventions majeures. Il s'agit notamment de l'administration de la vitamine A aux enfants de 6 à 59 mois pour renforcer leur immunité ; déparasitage des enfants de 12 à 59 mois ; le renforcement de la vaccination de routine en administrant des vaccins aux enfants de 0 à 23 mois (enfants incomplètement vaccinés); la vaccination antitétanique des femmes enceintes et des femmes incomplètement vaccinées.

Source: L-frii

Les facteurs déterminants de la santé qu'il faut surveiller

Un déterminant de santé est un facteur qui influence l'état de santé d'une population, soit isolément, soit en association avec d'autres facteurs.

Les facteurs déterminants de la santé qu'il faut surveiller



Vaccination mère-enfant

L'hygiène est l'ensemble des comportements concourant à maintenir les individus

en bonne santé. Ils demandent de pouvoir notamment faire la part entre les « bons microbes

» et ceux qui sont pathogènes ou peuvent le devenir dans certaines circonstances. Ces circonstances, l'hygiène cherche à les rendre moins probables, moins fréquentes ou supprimées. Après une phase hygiéniste, dont l'efficacité de court terme est indiscutable, sont apparus une augmentation des allergies, des maladies auto-immunes, des antibiorésistances et des maladies nosocomiales jugées préoccupantes. La recherche de juste équilibre entre exposition au risque et solution médicale usuelle est rendue difficile dans un contexte d'exposition accrue à des cocktails de polluants complexes (pesticides en particulier) et perturbateurs hormonaux, de modifications sociétales et climatiques planétaires. La lutte contre

les infections nosocomiales à l'hôpital, ou contre les toxico-infections alimentaires par exemple, est née après la découverte de l'asepsie sous l'influence par exemple de Ignac Semmelweis ou Louis Pasteur. Les comportements individuels et collectifs sont de toute première importance dans la lutte contre les épidémies ou les pandémies. Cette discipline de l'hygiène vise donc à maîtriser les facteurs environnementaux pouvant contribuer à une altération de la santé, comme la pollution par exemple, avec des problèmes paradoxaux à gérer : par exemple, l'amélioration des conditions d'hygiène semble avoir paradoxalement pu favoriser la réapparition de maladies comme la poliomyélite et diverses maladies auto-immunes et allergies.

de nombreuses études concordantes concluent qu'une alimentation exclusivement végétarienne permet de limiter les risques de cancer et de maladies cardio-vasculaires, et donc d'avoir une espérance de vie en bonne santé plus longue. Les études mettent à la fois en évidence les bénéfices d'une alimentation riche en légumes et fruits et les risques relatifs liés à la consommation de viande, poisson et produits laitiers. Les compléments alimentaires synthétiques ne seraient absolument pas nécessaires. D'autres pistes sont explorées pour allonger la durée de vie en bonne santé : le jeûne, le jeûne intermittent et la restriction calorique. Par

ailleurs, l'« hygiénisme moral » transnational débuté au 19^{ème} siècle (à ne pas confondre avec la médecine alternative créée par Herbert Shelton) est une doctrine contre le « relâchement des mœurs », ce qui serait le meilleur moyen de garantir la santé. C'est ce courant qui a par exemple déclaré la lutte contre la syphilis ou l'alcoolisme comme priorité nationale.

C'est également lui qui déclare que si les obèses sont gros, c'est qu'ils sont gourmands et paresseux, ou encore que les fumeurs n'ont pas de volonté; Il semble persister dans certaines politiques et campagnes d'information et d'éducation des citoyens à l'hygiène.

L'alimentation et le mode de vie



Emblème de l'Organisation mondiale de la santé

De nombreux facteurs de risque sont intrinsèquement liés au mode de vie. Les soins corporels, l'activité physique, l'alimentation, le travail, les problèmes de toxicomanie, notamment, ont un impact global sur la santé des individus. Nutrition (Aliments - Oligo-élément - Alicament), produits d'hygiène (Crème solaire - Dentifrice - Préservatif - Savon), toxicomanies et dépendances (Alcool - Cannabis - Cocaïne - Tabac - Jeu pathologique)

De nombreux risques et dangers sont liés au domaine de la santé, l'évolution humaine et également les changements de son mode de vie ne sont pas sans conséquences. L'alimentation

et les nouvelles technologies sont également des facteurs de risques en France et dans le reste du monde. Les rythmes, les cadences de travail ; les gestes inadaptés sont des facteurs très importants sur la santé. Ils entraînent des troubles psychosomatiques et parfois des handicaps pour la vie. Quatre facteurs permettraient d'allonger considérablement la durée de la vie: absence de tabac, consommation d'alcool égale ou inférieure à un demi-verre par jour, consommation de 5 fruits et légumes par jour, exercice physique d'une demi-heure par jour. Le tout donnerait une majoration de l'espérance de vie de 14 ans par rapport au non-respect de ces facteurs. Du strict point de vue de l'alimentation,

L'environnement



C'est un domaine (parfois nommé « santé environnementale ») qui se développe depuis la fin du XX^e siècle, à la suite de la prise de conscience du fait que l'environnement notamment lorsqu'il est pollué, est un déterminant majeur de la santé. La pollution aiguë ou chronique, qu'elle soit biologique, chimique, due aux radiations ionisantes, ou due aux sons ou la lumière (ces facteurs pouvant additionner ou multiplier leurs effets) est une source importante de maladies.

Dans l'Union européenne, la Commission a adopté (11 juin 2003) une « stratégie Communautaire en matière de santé et d'environnement » [22], traduite le 9 juin 2004, en un « Plan d'Action » (2004-2010), qui vise notamment les maladies dites « environnementales ». Cela concerne l'asthme et les allergies respiratoires, en cherchant plus généralement à « mieux prévenir les altérations de la santé dues aux risques

environnementaux ». Un « plan d'action environnement et santé » va être développé afin de mettre en œuvre cette stratégie; de plus un processus de consultation a été lancé.

Le plan d'action vise à faire le point sur les connaissances scientifiques existantes et à évaluer la cohérence et les progrès réalisés dans l'installation du cadre législatif communautaire en matière de santé et d'environnement. Un nouveau système d'information sur la santé est prévu « qui fonctionnera également dans le domaine de l'environnement » et veut devenir « la plus importante source de données fiables pour l'évaluation de l'impact des facteurs environnementaux sur la santé ». Ces aspects seront coordonnés avec les systèmes de réaction rapide et une approche intégrée « visant à juguler les déterminants environnementaux de la santé ».

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

RIDUTO®

RIZ DU TOGO

1kg,

5 kg,

25 kg,

50 kg



Le choix de la qualité et du bon goût

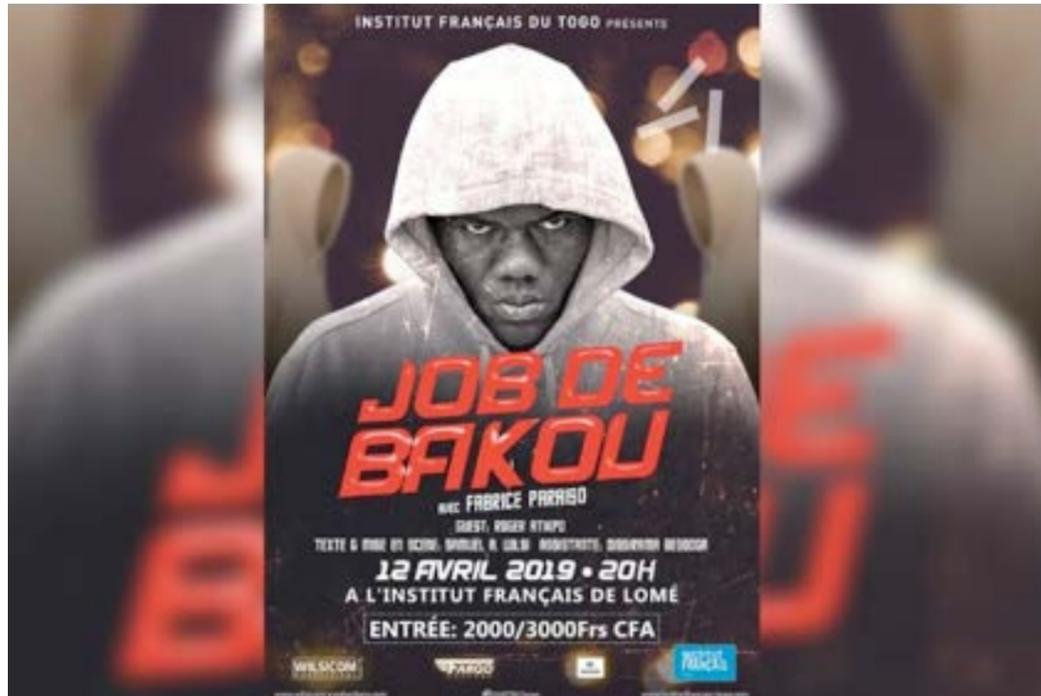
05 BP 328 Lomé - Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : info.riztogo@gmail.com

RIDUTO & RIDUTO RICE sont des marques déposées

Job de Bakou / Théâtre

Un agent d'entretien, ce que je deviens après recyclage

A l'Institut français du Togo, le vendredi 12 avril 2019, le public a eu droit à une mise en scène du Togolais Samuel Wilsa. Il s'agit de la pièce « Job de Bakou », jouée par le comédien Fabrice Paraiso. Pendant près d'une heure quarante minutes, l'acteur principal a emporté les spectateurs dans son passé paisible, son présent amer et son futur trébuchant.



L'annonce du spectacle

Le comédien Fabrice Paraiso apparaît sur scène avec le morceau « C'est la vie » d'Henri Dikongue. Son accoutrement est évocateur. Vêtu en pantalon à bretelles couvert d'un costume, « Job de Bakou », ex-ministre des Affaires étrangères n'a sans doute jamais songé tomber aussi bas un jour. Eh oui, c'est la vie !

La vie de Job de Bakou a basculé après le décès de sa sœur. Jeune homme très brillant, Job a, en effet, gravi rapidement les échelons et est devenu à 32 ans, vice-ministre de son pays. Rongée par un cancer, cette sœur grâce à qui, Job est devenu un grand quelqu'un, perdit la vie. Et, la vie de Job

de Bakou prendra une tournure catastrophique. Il doit faire face à certains de ses « amis politiques » qui avaient juré sa chute et l'ont obtenu. Obligé de partir en exil, Job de Bakou est devenu un agent d'entretien, un statut qu'il n'est pas prêt à accepter. Dans cette pièce, Samuel a traité plusieurs thématiques à la fois. De la sinécure à la malversation dans les différents ministères dans une République, il touche également du doigt le cumul de fonctions des hommes politiques en passant par certains coups bas dans la vie politique. On peut dire que la pièce de théâtre « Job de Bakou » est ambivalente. Malgré une mise en scène assez

comique, par moments l'on se perd. Il faut une grande attention pour suivre la logique du metteur en scène Samuel Wilsa.

Allégeance à la déesse douleur

Néanmoins, le jeu des acteurs était impeccable. Avec sa kora, le comédien Roger Atikpo a rejoint Fabrice Paraiso sur scène. Tel un messager de la déesse du village de « Job de Bakou », le musicien a livré à Job de Bakou ce qu'il doit faire pour être restauré. La déesse dit être abandonnée par les parents de Job qui lui doivent énormément de sacrifice. Justement, le revirement drastique du statut de Job est causé par cette déesse de son village, ainsi que la

mort de sa sœur. Ainsi, la déesse réclame allégeance à « Job de Bakou ».

La colonisation et la religion sont également touchées du doigt par le metteur en scène togolais. Il semble mettre en dualité la religion endogène et celle apportée par les colons. Faut-il retourner à la source selon Wilsa ?

Avant l'arrivée des colons, les colonisés avaient leur croyance, ils étaient attachés à leurs dieux et vivaient par géomancie. Le colon a tout bousillé. Certains accusent toujours le colon, d'avoir banni la sacralisation en Afrique en imposant leur Dieu. En suivant de long en large cette pièce de théâtre, on se pose non intérieurement des questions sur la

destinée, sur la malédiction générationnelle.

Il n'y a pas de sot métier, dit-on. Mais, quel regard la société pose sur cet agent de sécurité, sur ce vendeur ambulancier dans la rue ? Autant un agent d'entretien peut devenir un grand homme d'affaires, autant un ministre peut devenir un nécessaire. La roue tourne. Et, vraiment après recyclage, on ne saura jamais d'avance ce que l'autre peut devenir. De la même manière que l'on peut respecter un directeur d'une société, il faudrait un respect également à l'égard du dernier employé de la société. Ainsi, la vie de « Job de Bakou » est plongée dans le mystère de demain.

Nadia Edodji

Lire

« **Les Misérables, Tome 2** » de Victor Hugo. Ed Beq, la collection **À tous les vents**. PP 7-9

« ...L'an dernier (1861), par une belle matinée de mai, un passant, celui qui raconte cette histoire, arrivait de Nivelles et se dirigeait vers la Hulpe. Il allait à pied. Il suivait, entre deux rangées d'arbres, une large chaussée pavée ondulante sur des collines qui viennent l'une après

l'autre, soulèvent la route et la laissent retomber, et font là comme des vagues énormes. Il avait dépassé Lillois et Bois-Seigneur-Isaac.

Il apercevait, à l'ouest, le clocher d'ardoise de Braine-l'Alleud qui a la forme d'un vase renversé. Il venait de laisser derrière lui un bois sur une hauteur, et, à l'angle d'un chemin de traverse, à côté d'une espèce de potence vermoulue portant l'inscription : Ancienne barrière n° 4,

un cabaret ayant sur sa façade cet écriteau : Aux quatre vents. Échabeau, café de particulier. Un demi-quart de lieue plus loin que ce cabaret, il arriva au fond d'un petit vallon où il y a de l'eau qui passe sous une arche pratiquée dans le remblai de la route. Le bouquet d'arbres, clairsemé mais très vert, qui emplit le vallon d'un côté de la chaussée, s'éparpille de l'autre dans les prairies et s'en va avec grâce et comme en désordre vers Braine-l'Alleud. Il y avait

là, à droite, au bord de la route, une auberge, une charrette à quatre roues devant la porte, un grand faisceau de perches à houblon, une charrue, un tas de broussailles sèches près d'une haie vive, de la chaux qui fumait dans un trou carré, une échelle le long d'un vieux hangar à cloisons de paille. Une jeune fille sarclait dans un champ où une grande affiche jaune, probablement du spectacle forain de quelque kermesse, volait au vent. À

l'angle de l'auberge, à côté d'une mare où naviguait une flottille de canards, un sentier mal pavé s'enfonçait dans les broussailles. Ce passant y entra. Au bout d'une centaine de pas, après avoir longé un mur du quinzième siècle surmonté d'un pignon aigu à briques contrariées, il se trouva en présence d'une grande porte de pierre cintrée, avec imposte rectiligne, dans le grave style de Louis XIV, accostée de deux ... »

Tirage CAN Egypte 2019

Analyse des groupes et des forces en présence

Le tirage au sort de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2019, n'a pas épargné l'équipe de RD Congo, ce 12 avril à Gizeh. Les Congolais vont notamment affronter les Egyptiens chez eux, dans le groupe A. Quant aux Ivoiriens, ils se retrouvent dans le groupe D avec les Marocains et les Sud-Africains. Les Camerounais, champions d'Afrique en titre, s'en sortent un peu mieux dans le groupe F, avec le Ghana, le Bénin et la Guinée-Bissau comme adversaires. Analyse des poules.

Le Cameroun s'en sort bien. Les représentants de la RDC ne sont toutefois pas les plus mal lotis. Les Ivoiriens, placés dans un groupe avec le Maroc de leur ancien coach Hervé Renard et les Sud-Africains, vont avoir fort à faire. Seule la Namibie semble être un adversaire abordable, dans une poule D basée près du Caire. Les Camerounais, eux, atterrissant à Ismaïlia. Leurs futurs adversaires sont le Ghana, le Bénin et la Guinée-Bissau. Les Ghanéens sont les autres favoris. Les Béninois et surtout des Bissau-Guinéens convaincant lors de la CAN 2017 pourraient

jouer les trouble-fêtes. Toutefois, personne ne comprendrait au Cameroun que les « Lions Indomptables », champions d'Afrique en titre, ne se qualifient pas. Ce serait en tout cas une nouvelle désillusion pour le pays qui était censé accueillir cette CAN 2019 et qui s'est vu confier l'organisation de la CAN 2021, à la place.

Le Nigéria et le Sénégal hors de danger ?

Le Nigéria et le Sénégal ne sont-ils pas finalement les têtes de séries les plus gâtées par le tirage au sort ? A Alexandrie, les Nigériens vont affronter les Guinéens



CAN Egypte 2019

(poule B), mais surtout deux novices en phase finale de Coupe d'Afrique des nations : le Burundi et Madagascar. Bref, rien de terrifiant pour des « Super Eagles » qui défiaient il y a quelques mois encore l'Argentine de Lionel Messi ou la Croatie de Luka Modric. Au Caire, dans la poule C, les Sénégalais, eux, vont affronter les Algériens pour la troisième fois de suite en phase finale, après les CAN 2015 et 2017. Sur leurs chemins,

« Lions de la Téranga » et « Fennecs » trouveront deux équipes d'Afrique de l'Est : le Kenya et la Tanzanie. Des sélections venues pour créer la sensation durant cette CAN 2019. Des retrouvailles, il y en aura aussi dans le groupe E, à Suez. Alain Giresse, le coach des « Aigles » de Tunisie, va ainsi croiser les « Aigles » du Mali qu'il a entraîné deux fois par le passé. Par ailleurs, Angolais et Mauritanais étaient adversaires en

éliminatoires de la CAN 2019.

Ainsi, il y aura sans doute mille anecdotes à raconter à l'issue de la phase de groupes de cette toute première Coupe d'Afrique des nations à 24 équipes. Avec ce format élargi, les deux premiers de chaque poule ainsi que les quatre meilleurs troisièmes disputeront le deuxième tour de la compétition. Cela promet quelques surprises.

Attipoe Edem Kodjo

Sept ans après sa création

Unir veut rester le porte-flambeau de la paix et du vivre ensemble

Le parti au pouvoir Union pour la République (Unir) a célébré hier son septième anniversaire d'existence. Pour l'occasion, plusieurs activités ont été organisées par les responsables du parti et les différents démembrements dont le Mouvement des jeunes Unir (MJU), le Mouvement des femmes Unir (MFU) et la Cellule de réflexion Unir (FCR-Unir).



Des militants du parti Unir mobilisés

14 avril 2012-14 avril 2019, cela fait exactement sept ans que le parti Unir a été porté sur les fonts baptismaux. Cela représente un moment très important pour les

militants du parti aux couleurs bleu et blanc. Avant de se laisser emporter par la fièvre des réjouissances annoncées il y a quelques jours par le vice-président du parti

pour la région maritime le ministre Kodjo Adedze, l'on s'est tourné d'abord vers le créateur. En effet, sans la volonté de Dieu rien ne peut exister et aucune activité ne pourra

prosperer sous le soleil. A Unir on l'a visiblement bien compris.

C'est pourquoi en début de semaine, le ministre en charge de la Consommation locale avait aussi fait part de la volonté de son parti d'organiser des prières pour rendre grâce à Dieu. Vendredi dernier, les fidèles de Mahomet ont eu l'occasion de remercier Dieu pour les sept années du parti Unir, et pour la paix, le vivre ensemble et le développement au Togo.

Hier dimanche, ce fut le tour des chrétiens d'évoquer le créateur pour le compte du parti Unir. A Tsévié, les cadres et les militants ont pris part à une messe dite à la paroisse saint Jean-Apôtre. Les membres du parti, des responsables d'institutions du pays, les autorités civiles, militants et sympathisants du parti Unir et tous les autres fidèles chrétiens ont prié pour la paix.

Le célébrant de la messe a prêché un message de paix et d'amour. Il a invité son auditoire à rechercher l'intérêt de tous les Togolais. A Lomé, c'est à la paroisse Notre-Dame de la Rédemption de Bè Klikamé et à l'église évangélique temple d'Apégamé que les cadres, militants, sympathisants et autres personnalités ont prié pour le peuple togolais, les dirigeants, le parti, pour la paix et la cohésion nationale.

A Kpélé Tsiko, la présidente de l'Assemblée nationale togolaise, Yawa Djigbodi Tségan s'est jointe à la communauté catholique de la localité pour la messe anniversaire qui coïncide d'ailleurs avec le dimanche des rameaux. « Sept ans, c'est une grâce. Et nous sommes là pour dire merci à Dieu pour tout ce qu'il a fait pour le peuple togolais. Nous avons prié pour que la...

Suite à la page 11

Insécurité grandissante au Burkina

Un phénomène qui ne doit pas laisser indifférents les Togolais

Depuis deux à trois ans, le Burkina Faso, pays situé au Nord du Togo connaît une situation d'insécurité grandissante. Les dirigeants de la sous-région ouest africaine dont ceux du Togo sont constamment au chevet de ce pays frère. Mais étant frontalier avec le pays des Hommes intègres, les Togolais ont tout intérêt à rester attentifs à ce qui s'y passe.

La situation au pays du capitaine Thomas Sankara a commencé à se dégrader après 2015, quelque temps après la chute du président Blaise Compaoré. Il ne s'agit pas ici de démontrer que le départ de l'ancien président en est pour quelque chose. Le peuple burkinabé est souverain comme tous les autres peuples d'ailleurs et utilise le pouvoir qu'il détient comme il veut.

Toutefois, de mémoire d'homme, ce sont des événements que le pays ne vivait pratiquement pas pendant la présidence de monsieur Compaoré. Le terrorisme et tout son corollaire d'insécurité raisonnaient à des centaines voire des

milliers de kilomètres du Burkina Faso tout comme du Togo d'ailleurs. Mais depuis quelques années, ce sont des attaques à répétition avec des massacres de populations civiles ou des forces de défense et de sécurité. L'on se rappelle encore des attaques spectaculaires à Ouagadougou qui ont causé du tort au secteur du tourisme.

Le régime en place avec pour chef le président Rock-Marc Christian Kaboré est réduit à gérer des problèmes de sécurité pendant que le développement devient une urgence. Jusqu'à quand cela va-t-il durer ? Et c'est ainsi que les pouvoirs vont se succéder pendant des années

rien que pour gérer des problèmes de sécurité ?

Ce pays, il faut le rappeler fait face déjà à d'autres défis liés aux changements climatiques, vu que c'est un pays au climat sec. Le Togo qui est proche du Burkina ne restera pas les bras croisés. Comme le dit un adage : « lorsque la case de ton voisin brûle, tu as intérêt à l'aider à l'éteindre parce que bientôt les flammes viendront chez toi ».

Au-delà de cet aspect, les Togolais ont tout intérêt à tirer des leçons de ce qui arrive au voisin du nord notamment en ce qui concerne la gestion des problèmes politiques. Comme le dit une parole bien connue dans notre pays, « lorsque nous



Un militaire burkinabé sur le terrain

sommes divisés, l'ennemi s'infiltrer ». Le terrorisme vient d'ailleurs, mais peut prendre des racines au sein de nos communautés à cause de certaines incompréhensions.

Certains pourraient vouloir à tort ou à raison se rendre justice eux-mêmes. C'est ainsi que la ligne rouge pourrait être franchie.

E. Edem D.

Sept ans après sa création

Suite de la page 10

..paix règne au Togo. Nous avons demandé la grâce de Dieu pour que chacun puisse vaquer librement à ses occupations. Que la protection de Dieu soit renouvelée sur notre pays et que nous puissions connaître le développement, l'émergence et toutes les bénédictions du seigneur afin que personne ne soit encore dans le besoin et la détresse, mais que chaque jour nous puissions avoir le minimum dont nous avons besoin pour consolider la pacification que nous avons entamée dans notre pays », a

déclaré madame Tsègan. Toujours dans le cadre des sept ans d'Unir, le Mouvement des jeunes Unir, le Mouvement des femmes Unir et la Cellule de réflexion Unir ont eu des échanges avec leurs membres afin de les amener à rester mobilisés.

Le bureau national du MJU a rassemblé samedi dernier au siège annexe du parti à Lomé les principaux responsables de ses sections de Lomé et d'Agoè-Nyivé. L'objectif était de les « outiller pour les futures échéances qui nécessiteront un engagement fort pour

faire gagner le parti Unir pour le bien-être de nos compatriotes », selon Kanka-Malik Natchaba, délégué national du MJU. La Cellule de réflexion Unir (FCR-Unir) et le Mouvement des femmes Unir (MFU) ont organisé ensemble une rencontre d'échanges et de réjouissances populaires avec les femmes musulmanes du parti Unir, ce samedi 13 avril 2019, au Centre togolais des expositions et foires (Cetef) Togo 2000 à Lomé. Là aussi les échanges ont porté sur la promotion du vivre ensemble et la paix. « Aujourd'hui nous

avons rencontré les femmes musulmanes du grand parti Unir pour démarrer les célébrations de notre septième anniversaire. Nous les avons sensibilisées sur le vivre ensemble et la paix qui sont des valeurs de notre parti. Nous avons souhaité parler avec elles ce samedi de cette perle qui nous est chère : la paix qui est prônée par le président du parti Faure Essozimna Gnassingbé. C'est aussi pour montrer que le parti Unir compte dans ses rangs des femmes musulmanes. Certains pensent qu'elles n'appartiennent qu'à

d'autres partis. Eh bien elles sont aussi chez nous », a précisé l'honorable Raymonde Kayi Lawson de Souza, déléguée nationale du MFU.

Après ces moments de prières, d'échanges et de réflexions, les membres du parti Unir vont profiter de moments de réjouissances organisées à leur intention par le parti. Cela a eu lieu notamment à la Blue zone de Cacaveli. Dans les différentes préfectures, les militants ont sans doute aussi organisé des réjouissances.

E. Dadzie

ACHETEZ & LISEZ désormais

tm togomatin

MON KIOSK.com | **ou** | **sur le portail Lome.com**

www.monkiosk.com | **www.alome.com**



DEVENEZ ACTEUR DU PND, PARTICIPEZ AU PND TOUR

Vous aimez votre pays, participez au PND TOUR dans votre localité.

Après le lancement officiel du **Plan National de Développement 2018-2022**, le Gouvernement de la République Togolaise vous invite à participer activement au **PND TOUR qui aura lieu à partir du 4 avril 2019.**

Le PND TOUR, c'est un rendez-vous avec le génie de notre pays à travers les potentialités socio économiques de chaque localité, des rencontres avec les forces vives de la nation et les acteurs économiques sur toute l'étendue du territoire national.

C'est aussi l'occasion, d'expliquer aux populations togolaises les enjeux du PND.

Au programme : Présentation du PND, expositions, caravane, rencontres et opportunités d'affaires.

Le PND TOUR, l'occasion de s'impliquer pour le développement du Togo.



Retrouvez toutes les dates du PND Tour sur www.republiquetogolaise.com ou facebook.com/PresidenceTG